**L'ACTIVITÉ DU MAROC DANS L'ORDRE DE LA LÉGISLATION
ET DE LA RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE**

(Lois, décrets, dahirs, arrêtés viziriels, arrêtés résidentiels principaux,
publiés en janvier, février et mars 1939).

I. — QUESTIONS ÉCONOMIQUES EN GÉNÉRAL.

Dahir du 25 février 1939 modifiant et complétant le dahir du 8 juin 1936 portant création d'une direction des affaires économiques (B.O., 3 mars 1939).

II. — AGRICULTURE.

1° Blés, céréales.

Arrêté du 9 février 1939 du directeur des affaires économiques fixant la date à laquelle les exportations de maïs pourront être à nouveau autorisées. L'exportation des maïs en grains, farines et semoules pourra avoir lieu à partir du 16 janvier 1939 (B.O., 17 février 1939).

Dahir du 9 février 1939 autorisant l'exportation des orges communes. Les expéditions autorisées à titre exceptionnel ne pourront dépasser 300 quintaux chacune (B.O., 24 février 1939).

Décret du Président de la République du 13 février 1939 fixant le pourcentage minimum d'emploi des blés durs nord-africains. Ce pourcentage est fixé à 80 % à dater du 20 février 1939 (B.O., 3 mars 1939).

Dahir du 21 mars 1939 autorisant l'exportation de 300.000 quintaux d'orges communes et fixant le montant de la taxe de sortie sur les orges de toute nature. Ces quantités s'ajoutent à celles dont la sortie a été autorisée par le dahir du 9 novembre 1938. La taxe de sortie est fixée à 2 francs par quintal. Un arrêté du directeur des affaires économiques, pris à la même date, fixe les conditions dans lesquelles il sera procédé aux déclarations et aux recensements en vue des exportations sous toutes directions de ces quantités d'orge (B.O., 24 mars 1939).

2° Vins, alcools.

Arrêté du 27 décembre 1938 du directeur des affaires économiques relatif à la rétrocession des alcools acquis par le bureau des vins et alcools (B.O., 6 janvier 1939).

Arrêté du 17 janvier 1939 du directeur des affaires économiques relatif aux conditions de distillation des vins marocains (B.O., 20 janvier 1939).

Arrêté du 17 janvier 1939 du directeur des affaires économiques fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938 (B.O., 20 janvier 1939).

Arrêté du 19 janvier 1939 du directeur des affaires économiques modifiant l'arrêté du 20 décembre 1937 relatif à l'application de l'arrêté viziriel du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture (B.O., 27 janvier 1939).

Arrêté du 30 janvier 1939 du directeur des affaires économiques relatif aux conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938. A compter du 1^{er} février 1939, les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais une deuxième tranche de crus libres de la récolte de 1938 (B.O., 3 février 1939).

Arrêté du 25 février 1939 du directeur des affaires économiques fixant les conditions de rétrocession des alcools acquis par l'Etat et destinés à la dénaturation. Un arrêté, pris à la même date, fixe à 287 francs l'hectolitre le prix de vente des alcools cédés par l'Etat (B.O., 3 mars 1939).

3° Fruits, primeurs.

Arrêté du 31 décembre 1938 du directeur des affaires économiques destiné à assurer un écoulement normal et régulier de tomates et de pommes de terre sur la France pendant la campagne d'exportation 1939 (B.O., 13 janvier 1939).

Dahir du 5 janvier 1939 fixant les modalités d'application des contingents supplémentaires de tomates fraîches admissibles en France et en Algérie, en franchise des droits de douane, pendant la campagne 1938-1939 (B.O., 13 janvier 1939).

Arrêté du 4 janvier 1939 du directeur des affaires économiques fixant les conditions auxquelles doivent répondre les exportations d'oignons du Maroc (B.O., 20 janvier 1939).

Arrêté du 4 janvier 1939 du directeur des affaires économiques relatif au contrôle technique des melons à l'exportation (B.O., 20 janvier 1939).

Arrêté du 4 février 1939 du directeur des affaires économiques relatif aux poids nets moyens des colis de melons et oignons à l'exportation (B.O., 17 février 1939).

Arrêté du ministre de l'agriculture du 4 février 1939 relatif à l'importation d'un contingent supplémentaire de tomates fraîches originaires de la zone française de l'Empire chérifien. Ce contingent s'élève à 20.000 quintaux (J.O., 7 février 1939).

Arrêté du ministre de l'agriculture du 4 février 1939 relatif à l'ouverture de contingents supplémentaires à importer en franchise de

droits de douane de la zone française de l'Empire chérifien en France et en Algérie. Les contingents supplémentaires intéressent 2.000 quintaux de graines et fruits oléagineux en plus de 7.000 têtes de bovins (*J.O.*, 17 février 1939).

Arrêté du 28 février 1939 du directeur des affaires économiques prolongeant la période d'importation de pommes de terre françaises et algériennes susceptibles de donner droit à la délivrance de permis d'exploitation sur contingent. Cette période est prolongée jusqu'au 15 mars 1939 (*B.O.*, 10 mars 1939).

4° Forêts.

Arrêté viziriel du 24 décembre 1938 homologuant les opérations de délimitation des massifs boisés du contrôle civil de Khemisset (forêts d'Harcha, de Tedders, de Timeksaouine et d'Aouderrane-est) (*B.O.*, 17 février 1939).

Arrêté viziriel du 9 février 1939 portant prorogation pour l'exercice budgétaire 1939, de l'arrêté viziriel du 6 février 1933 déterminant les conditions dans lesquelles une prime d'encouragement pourra être allouée aux particuliers qui auront effectué des reboisements à leurs frais (*B.O.*, 17 mars 1939).

5° Coopération.

Arrêté viziriel du 5 décembre 1938 rapportant l'autorisation concernant une société coopérative agricole. Il s'agit de la Pépinière coopérative fruitière de Meknès, Fès, Taza, qui avait été autorisée par un arrêté du 18 juillet 1929 (*B.O.*, 13 janvier 1939).

II bis. — PÊCHE.

Dahir du 28 novembre 1938 relatif au contrôle de la salubrité des huîtres provenant des établissements ostréicoles de la zone française de l'Empire chérifien et destinées à la consommation (*B.O.*, 13 janvier 1939).

Arrêté du 16 février 1939 du directeur des eaux et forêts portant création de réserves de pêche (*B.O.*, 3 mars 1939).

Arrêté viziriel du 23 février 1939 modifiant l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale. Un second arrêté viziriel, pris à la même date, abroge les arrêtés viziriels du 30 mars 1936 portant prorogation et création de réserves de pêche (*B.O.*, 31 mars 1939).

III. — QUESTIONS FONCIÈRES.

Dahir du 31 décembre 1938 modifiant le dahir du 15 juin 1922 portant règlement de certaines aliénations immobilières. Cette mesure intéresse les aliénations immobilières

consenties par les indigènes appartenant aux tribus berbères au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus (*B.O.*, 10 février 1939).

IV. — INDUSTRIE.

Dahir du 25 novembre 1938 modifiant le dahir du 12 novembre 1932 relatif au régime des tabacs (*B.O.*, 6 janvier 1939).

Arrêté du 16 décembre 1938 du directeur général des travaux publics relatif à la réglementation des extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime. L'entrée en vigueur de l'arrêté du 18 novembre 1938 fixant à 1 franc les redevances à payer par mètre cube extrait est reportée au 1^{er} janvier 1939 (*B.O.*, 6 janvier 1939).

Arrêté du 7 janvier 1939 du directeur des affaires économiques fixant pour la période du 1^{er} décembre 1938 au 31 mai 1939 les quantités de blé à mettre en œuvre dans les minoteries soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937. Pour 26 minoteries ces quantités atteignent 778.690 quintaux.

Décision du 2 février 1939 du chef du service des mines fixant la date à partir de laquelle pourront être déposées, au service des mines, à Rabat, des demandes de permis de quatrième catégorie portant sur certaine région (*B.O.*, 17 février 1939).

Dahir du 2 février 1939 modifiant le dahir du 1^{er} novembre 1929 portant règlement minier. La date-limite pour le dépôt des demandes de transformation des anciens permis d'exploitation est reportée au 1^{er} juillet 1939 (*B.O.*, 31 mars 1939).

Dahir du 7 février 1939 approuvant l'avenant n° 8 à la convention du 9 mai 1923 relatif à la concession d'une organisation de production, de transport et de distribution d'énergie électrique au Maroc. Cette mesure comporte notamment l'autorisation pour l'Énergie électrique du Maroc : 1° de porter son capital-actions de 20 à 40 millions de francs ; 2° d'émettre des obligations pour 100 millions de francs ; 3° d'emprunter à concurrence de 35 millions de francs (*B.O.*, 3 mars 1939).

Dahir du 15 mars 1939 réglementant la fabrication et l'exportation du crin végétal. Cette mesure a pour objet le contingentement de la fabrication et de l'exportation dans cette branche d'industrie (*B.O.*, 17 mars 1939).

V. — COMMERCE.

Décret du 30 octobre 1938 du Président de la République relatif à l'importation des gommés arabiques du Maroc. La quantité de gomme arabique à admettre en franchise est fixée à 200 quintaux pour la période du 1^{er} juin 1938 au 31 mai 1939 (*J.O.*, 17 février 1939).

Dahir du 15 décembre 1938 réglementant le commerce du gibier. Une autorisation spéciale délivrée par le directeur des affaires économiques est nécessaire pour pouvoir se livrer à ce commerce (B.O., 27 janvier 1939).

Dahir du 27 décembre 1938 réglementant l'exportation et la réexportation des produits des mines de potasse. Une autorisation est nécessaire pour exporter et réexporter hors de la zone française de l'Empire chérifien les sels bruts, les sels raffinés et les sels mélangés de potasse (B.O., 6 janvier 1939).

Arrêté résidentiel du 3 janvier 1939 complétant les arrêtés résidentiels du 1^{er} juin 1919 portant institution de chambres françaises consultatives. L'étranger naturalisé français ne peut être électeur qu'après l'expiration d'un délai de dix ans à dater du décret de naturalisation (B.O., 27 janvier 1939).

Arrêté viziriel du 12 janvier 1939 modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 31 décembre 1937 relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation. Les modifications intéressent notamment les huiles et graisses végétales (B.O., 20 janvier 1939).

Dahir du 28 janvier 1939 complétant le dahir du 24 septembre 1938 relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts. Un second dahir, pris à la même date, organise le contrôle des stocks de thés verts. Un arrêté du directeur des affaires économiques, pris également à la même date, prévoit que les obligations de stockage imposées par le dahir du 24 septembre 1938 sont réduites de moitié, à titre transitoire (B.O., 3 février 1939).

Arrêté du 4 mars 1939 du directeur général des finances complétant l'arrêté du 16 mai 1936 fixant la liste des articles admissibles à la décharge des comptes d'admission temporaire des papiers et cartons (B.O., 24 mars 1939).

VI. — TRANSPORTS.

Arrêté viziriel du 15 décembre 1938 arrêtant les comptes de premier établissement et d'exploitation de la Compagnie du port de Fedala à la date du 31 décembre 1937. Le compte de premier établissement arrêté à cette date s'élève à 37.226.702 fr. 96 (B.O., 20 janvier 1939).

Dahir du 23 décembre 1938 portant approbation de l'avenant n° 15 du 25 novembre 1938 à la convention de concession du port de Fedala, du 30 juillet 1913, et au cahier des charges y annexé, et autorisant la Compagnie du port de Fedala à anticiper le remboursement des obligations émises en 1921 (B.O., 6 janvier 1939).

Arrêté viziriel du 9 février 1939 complétant l'arrêté viziriel du 23 décembre 1937 relatif à l'agrément des entrepreneurs de services publics de transports par véhicules automobiles et à l'autorisation des véhicules affectés à ces transports. Cette mesure a trait aux véhicules de transport public de voyageurs autorisés à circuler en Algérie et pouvant effectuer des transports publics de voyageurs dans le Maroc oriental (B.O., 31 mars 1939).

Arrêté du 16 février 1939 du général de division adjoint au général commandant en chef des troupes du Maroc portant fixation des prix de réquisition des véhicules automobiles en cas de mobilisation (B.O., 31 mars 1939).

Dahir du 27 février 1939 modifiant le dahir du 21 octobre 1926 tendant à autoriser les compagnies concessionnaires de chemins de fer à voie normale à relever temporairement leurs tarifs. Le dahir du 15 juin 1929 est abrogé (B.O., 3 mars 1939).

VII. — QUESTIONS FINANCIÈRES.

1° Budget.

Dahir du 19 janvier 1939 portant approbation des budgets spéciaux des régions de Casablanca, Rabat et Oujda, et des territoires civils de Fès, Port-Lyautey, Mazagan, Safi et Marrakech, pour l'exercice 1939 (B.O., 24 mars 1939).

Dahir du 28 janvier 1939 portant approbation du budget général de l'Etat et des budgets annexes pour l'exercice 1939. Ce dahir est précédé d'un rapport du Commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef, à S.M. le Sultan, sur la fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1939 (B.O., 30 janvier 1939).

2° Impôts, taxes.

Arrêtés viziriels du 12 novembre 1938 instituant l'un une taxe de 0 fr. 50 par kilo de viande « cachir » et l'autre une taxe de 0 fr. 25 par litre de vin « cachir » au profit de la communauté israélite d'El-Kelâa-des-Srarhna (B.O., 13 janvier 1939).

Arrêté viziriel du 9 décembre 1938 portant désignation des centres auxquels est étendue l'application de la taxe d'habitation. Cette mesure concerne les centres d'Azrou, Beni-Mellal, Boujad et Kasba-Tadla (ville indigène) (B.O., 13 janvier 1939).

Arrêté viziriel du 15 décembre 1938 complétant l'arrêté viziriel du 22 septembre 1924 fixant les droits de licence et de mutation à percevoir sur les débits de boissons (B.O., 27 janvier 1939).

- Arrêté du 24 décembre 1938 du directeur des affaires économiques fixant à 12 francs par quintal brut à nu le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les laits en boîte (B.O., 6 janvier 1939).
- Arrêté du 24 décembre 1938 du directeur des affaires économiques fixant à 8 francs par quintal net le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les sucres (B.O., 6 janvier 1939).
- Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 réglant les droits de patente pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (B.O., 6 janvier 1939).
- Arrêté viziriel du 31 décembre 1938 portant modification des taxes de colis postaux (B.O., 13 janvier 1939).
- Dahir du 31 décembre 1938 modifiant le dahir du 25 juillet 1929 instituant un impôt sur le prix de vente des tabacs au Maroc. A compter du 1^{er} janvier 1939 le taux de l'impôt sur le prix des tabacs et du kif est fixé à 17 $\frac{1}{2}$ % (B.O., 20 janvier 1939).
- Dahir du 4 janvier 1939 prorogeant les dahirs des 18 décembre 1934 et 9 mai 1936 relatifs aux dégrèvements de taxe urbaine. La prorogation vaut pour une année à compter du 1^{er} janvier 1939 (B.O., 24 février 1939).
- Dahir du 9 janvier 1939 exemptant les conventions collectives du travail du droit et de la formalité du timbre. Sont visées par cette mesure les conventions collectives conclues en application du dahir du 13 juillet 1938 (B.O., 3 mars 1939).
- Dahir du 12 janvier 1939 modifiant le dahir du 24 février 1930 portant réglementation en matière de taxe d'habitation (B.O., 10 mars 1939).
- Dahir du 17 janvier 1939 instituant une taxe de sortie sur les alfas exportés provenant des récoltes antérieures au 1^{er} juillet 1938. Le taux de cette taxe est fixé à 3 francs par quintal brut (B.O., 30 janvier 1939).
- Arrêté viziriel du 20 janvier 1939 relatif à la taxe des prestations pour 1939. Le nombre des journées de travail est fixé à 4 par prestataire et la valeur de chaque journée est fixée de 5 à 5 fr. 50 suivant les régions (B.O., 10 mars 1939).
- Dahir du 20 janvier 1939 complétant le tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 réglementant l'impôt des patentes (B.O., 17 mars 1939).
- Quatre arrêtés viziriels du 26 janvier 1939 ont institué une taxe sur la viande « cachir » et sur le vin « cachir » au profit respectivement des communautés israélites de Benhamed et de Fedala. Pour ces deux localités la taxe sur la viande est fixée à 1 franc le kilo et celle sur le vin à 0 fr. 25 par litre (B.O., 24 mars 1939).
- Dahir du 26 janvier 1939 prorogeant pour l'année 1939 les dahirs des 28 janvier 1935, 21 octobre 1935 et 11 janvier 1936 portant réduction de droits d'enregistrement. Cette prorogation intéresse notamment les actes d'obligation et de mainlevée hypothécaire, les inscriptions des nantissements de fonds de commerce (B.O., 24 mars 1939).
- Arrêté du 28 janvier 1939 du directeur des affaires économiques fixant à 12 fr. 60 par quintal net le taux de la taxe compensatrice de stockage à percevoir sur les thés verts dispensés de l'obligation de stockage (B.O., 3 février 1939).
- Arrêté viziriel du 9 février 1939 fixant le taux des surtaxes aériennes applicables aux objets de correspondance à destination de certains pays (B.O., 3 mars 1939).
- Arrêté viziriel du 9 février 1939 fixant les conditions de la répartition des sommes inscrites en 1938 au compte spécial des droits de porte (B.O., 10 mars 1939).
- Arrêté viziriel du 9 février 1939 portant fixation pour l'année 1939 du nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine, de l'impôt des patentes et de la taxe d'habitation à percevoir au profit du budget général de l'Etat (B.O., 17 mars 1939).
- Arrêté viziriel du 9 février 1939 portant fixation du minimum de loyer pour l'assiette de la taxe d'habitation de l'année 1939 (B.O., 17 mars 1939).
- Arrêté viziriel du 9 février 1939 instituant une taxe sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite d'El-Aïoun-Sidi-Mellouk. Le taux de cette taxe est fixé à 0 fr. 50 par kilo (B.O., 24 mars 1939).
- Arrêté du 21 février 1939 du directeur général des finances relatif au classement des recettes des douanes (B.O., 24 mars 1939).
- Dahir du 1^{er} mars 1939 complétant le dahir du 20 juin 1930 portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes. Cette mesure s'applique à toutes les huiles végétales alimentaires sauf aux huiles d'olives et aux huiles d'arachides dont le régime antérieur subsiste (B.O., 3 mars 1939).

3° Emprunts, crédit.

- Arrêté viziriel du 17 janvier 1939 autorisant l'Office chérifien des logements militaires à contracter auprès du Crédit foncier de France un emprunt amortissable de 11 millions de francs. Cet emprunt, amortissable en trente ans au maximum, est à valoir sur l'emprunt de 45 millions de francs prévu par l'arrêté viziriel du 19 mars 1931 (B.O., 30 janvier 1939).

VIII. — QUESTIONS SOCIALES.

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 concernant l'application dans les industries textiles du dahir du 18 juin 1936 portant réglementation de la durée du travail. Un second arrêté viziriel, pris à la même date, concerne l'application dans l'industrie du crin végétal du dahir du 18 juin 1936 susvisé (*B.O.*, 3 février 1939).

Dahir du 18 janvier 1939 modifiant et complétant le dahir du 15 novembre 1934 réglementant l'immigration en zone française de l'Empire chérifien. Cette mesure rend obligatoire le visa, par le bureau du travail des conventions tendant à modifier ou à compléter le contrat de travail (*B.O.*, 24 mars 1939).

Arrêté viziriel du 20 janvier 1939 concernant l'application du dahir du 18 juin 1936 portant réglementation de la durée du travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires à Marrakech (*B.O.*, 17 mars 1939).

Arrêté du 28 février 1939 du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, fixant les

modalités d'application du repos hebdomadaire dans certains salons de coiffure de la ville indigène de Marrakech (*B.O.*, 17 mars 1939).

Arrêté du 2 mars 1939 du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, fixant le repos hebdomadaire au même jour et déterminant un horaire uniforme des heures de travail des ouvriers dans les ateliers de mouture indigène du centre de Berrechid (*B.O.*, 10 mars 1939).

Dahir du 17 mars 1939 modifiant le dahir du 15 mars 1926 portant création de la direction de la santé et de l'hygiène publiques. Entrent dans les attributions de cette direction la gestion de l'Office des familles nombreuses et, généralement, l'ensemble des services de la santé, de l'hygiène et de l'assistance (*B.O.*, 31 mars 1939).

Arrêté résidentiel du 17 mars 1939 modifiant l'arrêté résidentiel du 31 mars 1937 portant rattachement du service du travail et des questions sociales au secrétariat général du Protectorat (*B.O.*, 31 mars 1939).

Georges LUCAS.